

«Indigne», «sidérant», «vulgaire» : la sortie d'Emmanuel Macron sur les non-vaccinés enflamme la classe politique

Par [Wally Bordas](#)

Publié il y a 12 heures,

Mis à jour il y a 11 heures



La classe politique s'indigne depuis hier soir de la sortie d'Emmanuel Macron sur les non-vaccinés. AFP / STEPHANE DE SAKUTIN / AFP / ALAIN JOCARD / AFP / STEPHANE DE SAKUTIN

Le président de la République a déclaré hier dans une interview au *Parisien* qu'il avait «très envie d'emmerder» les non-vaccinés «jusqu'au bout».

Une pluie de réactions indignées. En déclarant mardi 4 janvier au soir dans une interview au *Parisien* qu'il avait «très envie d'emmerder» les non-vaccinés «jusqu'au bout», Emmanuel Macron a provoqué un véritable tollé dans la classe politique. Hier soir, les débats à l'Assemblée nationale sur le projet de loi voulant instaurer le passe vaccinal ont tourné court, suspendus après les propos tenus par le président de la République.

À découvrir

→ [Présidentielle 2022 : où en sont les candidats dans les sondages ?](#)

Au cours de cette séance houleuse interrompue dans la nuit, les parlementaires de tous bords ont fustigé les déclarations du chef de l'État. Le patron des députés LR, Damien Abad, a regretté des propos *«indignes, irresponsables et prémédités»* qui relèvent d'un *«cynisme puéril»*. Ugo Bernalicis, député LFI, a estimé que la France était désormais dans une *«crise politique déclenchée par le monarque présidentiel, qui se permet d'insulter une partie des Français»*. *«Un président ne peut pas tenir les propos qui ont été tenus»*, a quant à lui lancé Christian Jacob, président des Républicains. *«Je ne peux pas cautionner un texte qui vise à emmerder les Français»*, a-t-il ajouté.

À VOIR AUSSI - «Les conditions d'un travail serein ne sont pas réunies»: les débats autour du passe vaccinal de nouveau suspendus à l'Assemblée

Toutes les oppositions vent debout contre le président

Sur LCP, Marine Le Pen a quant à elle dénoncé des déclarations *«d'une vulgarité et d'une violence absolument inouïes, inédites»*. Selon elle, sa politique vise à *«mettre en place une sorte de guerre contre une partie des Français qui n'ont violé aucune loi»*. *«Il est garant de la cohésion nationale et il a oublié cela. En faisant cela, il commet une faute politique et une faute morale»*, estime la candidate du Rassemblement national à l'élection présidentielle. De son côté, Éric Zemmour, a également vivement réagi. *«Ce n'est pas seulement la déclaration cynique d'un politicien qui veut exister dans la campagne présidentielle. C'est la cruauté avouée, assumée, qui parade devant des Français méprisés»*, considère-t-il.

De son côté, Valérie Pécresse s'est dite *«indignée»* des propos du chef de l'État. Selon elle, le président de la République *«ne supporte pas les Français quand ils ne pensent pas comme lui»*. *«L'insulte n'est jamais une solution. (...) On voit bien que les Français l'exaspèrent, ça veut dire qu'il est temps de mettre fin à ce quinquennat»*, a attaqué la candidate LR à l'élection présidentielle sur CNews.

Un avis partagé par Jean-Luc Mélenchon. Sur Twitter, le candidat de LFI a dénoncé un *«aveu sidérant»* du président de la République. *«C'est clair, le passe vaccinal est une punition collective contre la liberté individuelle»*, a-t-il chargé. Le candidat communiste, Fabien Roussel, a quant à lui dénoncé *«un propos indigne et irresponsable»*. *«Quand on doit convaincre, rassembler, on n'insulte pas. Sept millions de Français vivent dans des déserts médicaux et sont éloignés des soins, comme du vaccin. Il les emmerde aussi ?»*, a interrogé le député du Nord.

À VOIR AUSSI - «Emmerder» les non-vaccinés: «J'ai été indignée par les propos du président de la République», réagit Valérie Pécresse

La majorité derrière le président

De leur côté, les cadres de la majorité ont défendu les propos du président de la République. Sur [FranceInfo](#), Christophe Castaner a estimé que les Français avaient «*besoin de cette franchise*». «*Les propos du président donnent de la clarté et on en a besoin dans ce moment difficile pour le pays. Au fond, il porte une parole que beaucoup de Français partagent*», estime le patron du groupe LREM à l'Assemblée nationale. S'il comprend que ces propos «*détonnent*», il considère que la polémique née de cette interview est «*stérile*». «*Ce dont on parle, c'est une référence à la formule de Pompidou : "Il faut arrêter d'emmerder les Français." C'est cette formule que le président de la République a déclinée. La phrase ne choquait personne dans la bouche de Pompidou*», ajoute-t-il.

Sur [France 2](#), ce mercredi, Édouard Philippe est également revenu sur la déclaration du président de la République. Selon lui, si le président s'est exprimé «*de façon familière*», «*tout le monde a compris ce qu'il voulait dire*». «*La question derrière qui est plus intéressante que la polémique et qui va prospérer sur le terme, c'est celle de la vaccination obligatoire*», a jugé l'ancien premier ministre.

À VOIR AUSSI - Edouard Philippe: «Je suis plutôt favorable à la vaccination obligatoire»